

AP n° 2025-APC-160-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
instaurant de nouvelles prescriptions applicables
dans le cadre de la surveillance environnementale
suite au dépôt d'un porter-à-connaissance

SOCIÉTÉ OI France SAS
69 rue Albert Thomas
51100 REIMS

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2005-A-152-IC délivré le 21 octobre 2005 à la société OI France SAS pour l'exploitation d'une verrerie située 69 rue Albert Thomas à Reims ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-APC-148-IC du 7 octobre 2008 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-38-IC du 30 mars 2016 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-APC-156-IC du 19 décembre 2017 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-122-IC du 20 août 2020 ;
Vu le porter-à-connaissance de la société OI France SAS le 10 juin 2024 concernant la reconstruction d'une nouvelle tour de composition et les compléments apportés en date des 18 juillet 2024, 17 octobre 2024 et 24 janvier 2025 ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 16 mai 2025 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 6 juin 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

Considérant que les projets de modifications ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
Considérant néanmoins, que le projet consiste à construire une nouvelle tour de composition, et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société OI France SAS, dont le n° SIRET 33903070200122 et dont le siège social est situé 2 rue Maurice Moissonnier à VAULX-EN-VELIN (69120), autorisée à exploiter une verrerie sur le territoire de la commune de Reims, située 69 rue Albert Thomas à Reims (51100), est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées

Le tableau des dispositions de l'article n° 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2020 et désignant les activités exercées est remplacé par le tableau suivant :

Libellé de la rubrique	Rubrique	Activité autorisée (quantité / unité)	Régime
Fabrication et travail du verre, la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant, pour les autres verres, supérieure à 500 kg/j	2530-1.a	Capacité de production maximale : 960 t/j Four 2 : 450 t/j Four 3 : 510 t/j	A
Travail Chimique du verre, le volume maximum de produit de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure à 150 l	2531	Traitement du verre Organo-Etain Utilisation – 275 L Stockage – 1900 L	A
Fabrication du verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	3330	Capacité de production maximale : 960 t/j	A
Stockage de matières combustibles en entrepôts couverts	1510	1800 tonnes de matières combustibles Stockages A, B, C, E, F, J, K, L, M : 216 000 m3 Stockages R, S, T, V, W : 55 250 m3 Total = 271 250 m3	E
Traitement de surface (nettoyage, décapage, attaque chimique, etc.) (...) Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 l	2565-2.a	Traitement de surface des grosses pièces mécaniques (D12) Volume total : 5100 l Bains à base de NaOH	E
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	2921-b	Puissance thermique évacuée totale de 5116 kW (Deux tours aéroréfrigérante de 930 kW et 4186 kW)	E
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : [...] fioul lourd, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 500 t au	4734.2-b	• FOL = 2 cuves aériennes de 300 m3 soit 630 t ; • FOD = 1 cuve aérienne de 3 m3 (local groupe secours), 1 cuve aérienne de 1 m3 (pour démarrer	E

total, mais inférieure à 1 000 t au total		le groupe incendie), 1 cuve aérienne de 0,75 m3 dans l'atelier D12, soit 4,18 t ; • GNR = 1 cuve aérienne de 2,5 m3 soit 2,1 t. Soit 636,28 t	
Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m3, mais inférieur à 20 000 m3	1532-2	Rubrique créée par décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 Stockage de palettes vides : 12 936 m3	D
Installation de broyage et mélange de calcin La puissance installée des installations étant supérieure à 40 kW, mais inférieure à 200 kW	2515-1-b	Puissances des 2 mélangeuses = 45 kW unitaire, soit 90 kW au total	D
Acétylène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	4719	910 kg	D
Oxygène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	4725	Bouteilles 107 kg Stockage en cuve 22,08 t Soit au total 22,18 t	D
Installation de remplissage ou de chargement ou de déchargement ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés	1414-3	2 installations de remplissage de GPL alimentant les moteurs	DC
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques sans phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61. Le volume équivalent des cuves de traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1500 l	2564-1-c	Traitement de surface des petites pièces mécaniques 5 fontaines à solvants organiques Contenance : 5 x 200 litres	DC
Installation de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du fioul domestique. La puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2910-A	Installation n° 1 : aérothermes de puissance totale de 2,11 MW ; Installation n° 2 : nouvelle chaudière vapeur de puissance totale de 1,4 MW Total : 3,51 MW	DC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel, [...] 2. Pour les autres installations [...] la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	4718-2	2 réservoirs de GPL d'une capacité de 3,2 et 5 t Quantité totale = 8,2 t	DC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel, [...]	4718-1	50 kg de butane/propane en bouteilles (récipients transportables)	Non classé

1. Pour le stockage en récipients à pression transportables [...] la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t			
Charbon	4801	Stockage de coke : 1 silo de 12 tonnes Un stockage de 12 tonnes en big-bag Soit au total 24 tonnes	Non classé

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôles périodiques

Article 3 : Étude de danger

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met à jour son étude de danger afin de prendre de compte les évolutions de son site suite à la construction d'une nouvelle tour de composition.

Article 4 : Risque foudre

Suite à la construction d'une nouvelle tour de composition :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place les mesures de protection adaptées suivantes :

- dispositifs de sécurité (détecteurs) dans la zone de silos ;
- clapets anti-explosion (si alimentés électriquement) dans la zone de transfert vers et depuis les silos.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place une équipotentialité entre les canalisations métalliques de fluides industriels et la prise de terre. La localisation des liaisons équipotentielle devra être reportée sur un plan.

Article 5 : Mesures de bruit

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de mesure de bruit suite à la construction d'une nouvelle tour de composition.

Article 6 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 7 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 8 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la société OI France SAS dont le siège social est situé 2 rue Maurice Moissonnier à VAULX-EN-VELIN (69120).

Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

08/07/2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



